




LUXEMBOURG

Déclaration de S.E. Monsieur Xavier Bettel
Vice-Premier ministre, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur,
Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire

79^{ème} session ordinaire de l'Assemblée générale
des Nations Unies

New York, le 28 septembre 2024

Seul le discours prononcé fait foi



Colleagues,

It's an honour to be in front of you again and to be able to speak about the situation and how we see the world. I listened to a lot of speeches and, when I listened to the main theme of the topic we had last week and the beginning of the week, "leave no one behind", I have to tell you that we are in a bit of a special situation: How should you explain to someone in Palestine, in Lebanon, in Kyiv, in so many different places around the world that we want to leave no one behind? That just because of war. How would you explain to some of the countries now, that after some national elections, the development and the aid for the poorer countries are cut? By saying "leave no one behind"? How do you want to say to people waiting and demonstrating outside that we came here together to find solutions about all the troubles that we have nowadays? I can tell you that for them, we are just discussing, but not acting. We are like a barking dog without teeth, barking all the time, but leaving so many people behind. That is a not so optimistic introduction, but this is the case how it is today.

When I see that, for the moment, 60 conflicts are existing and about 50 conflicts could start tomorrow. In total, we have about 115 conflicts potentially or existing already. And they go from Congo to Yemen, from Sudan to Myanmar, from Syria to Venezuela, from Haiti to Libya, from Armenia to Azerbaijan, which could happen tomorrow. You see, the whole world is, in fact, if you look geographically, in conflict. You have these big conflicts we speak a lot about, but we have also all these little conflicts that are not on our agenda every day, but where people suffer a lot also. I have next week a meeting of the French-speaking countries and, as I want to be welcomed, excuse me that I will continue also in French.

Quand je parle des grands conflits qui existent, permettez-moi de commencer par celui de l'Ukraine. Nous avons eu cette semaine la présence du Président Zelensky et beaucoup d'entre nous sont allés à Kyiv, sont allés soutenir aussi les collègues ukrainiens. Et je me rappelle les discussions qu'on a eues, et aujourd'hui je vois un ou deux représentants de la Fédération de Russie dans cette salle, ce qui est pour moi déjà un moment nouveau, car la plupart du temps, quand on prend la parole ils quittent la salle. De pouvoir tout simplement leur demander encore aujourd'hui : pourquoi cette guerre ? Pourquoi cette guerre ?

Je me rappelle très bien au début de ce conflit, certains d'entre vous ont trouvé que ce n'était pas mon rôle mais je l'ai fait quand même, de dialoguer avec le Président Poutine et de dialoguer aussi avec le Président Zelensky, et d'essayer de trouver un point d'échange. Et je me rappelle les argumentaires, et je ne parlerai pas ici publiquement de l'échange que j'ai eu avec le Président Poutine, mais des arguments qui ont poussé la Russie à faire la guerre à l'Ukraine. Je tiens à vous rappeler que c'étaient « les nazis » qui étaient « présents partout », soi-disant, en Ukraine, que c'était l'Ukraine qui voulait « faire peur à la Russie », qui était un « danger pour la Russie ». Commencer la guerre est facile, terminer la guerre est ce qui demande de la grandeur. Et on peut faire des conférences de paix, on en organise, mais sans

la présence de la Russie, ni la présence de la Chine, croyez-moi que ce sont des moments de soutien moral à l'Ukraine. Mais si on veut trouver une solution, on doit trouver un moment où on est tous les partenaires autour de la table, pour pouvoir trouver une solution pérenne aussi pour l'Ukraine.

Nous avons fait nous-mêmes l'expérience, le Luxembourg, et nous sommes un petit pays : deux fois nous avons été victime d'agression, deux fois nous avons eu un voisin qui a pensé qu'il savait mieux ce qui était bon pour mon pays que nous-mêmes. Et nous comprenons donc la souffrance de l'Ukraine. Nous comprenons ce que ça veut dire d'avoir un voisin qui est plus grand et un voisin qui pense savoir mieux ce qu'il est. Et c'est à travers l'Union européenne qu'aujourd'hui, l'Allemagne est un pays partenaire, un pays frère, avec la France, avec la Belgique. Nous avons eu le courage, en 57, d'avoir le traité de Rome, qui a lancé cette Union européenne qui est, avant tout, un projet de paix. Quand je vois cette carte que je vous ai faite tout à l'heure des conflits qui existent dans ce monde, vous voyez que l'Union européenne, et nous ne sommes pas toujours le meilleur exemple dans tout, mais que nous vivons en paix. Et cela va des pays baltes jusqu'au Portugal, cela va de la Grèce jusqu'à l'Irlande. Et vous voyez que ça marche de pouvoir se mettre autour d'une table, de discuter, où à l'époque, quand il y avait des conflits, c'étaient les armes et plutôt la force qui étaient la réponse. Donc, mettons-nous avec nos partenaires autour de la table, mais faisons des dialogues de paix où nous avons aussi le partenaire russe qui participe, avec le partenaire chinois qui participe, et que nous ayons un programme et un plan aussi pour l'avenir.

Le Luxembourg fait comme il peut, nous avons beaucoup soutenu tout ce qui est déminage. Car n'oublions pas, et je reviens de pays d'Asie, je reviens du Laos, où encore aujourd'hui, trente ans après la guerre, quarante ans après la guerre, des gens meurent à cause des reliquats de la guerre, qui sont les mines. Et n'oublions pas que même si demain la guerre en Ukraine est terminée, il y aura encore des victimes demain, après-demain et encore, conséquences humaines d'avoir déposé des mines partout. Nous devons aider aussi les enfants qui sont déportés en Russie et nous devons aussi assurer que l'impunité ne soit pas la règle dans ces choses.

Quand je parle de grands conflits, vous comprenez qu'après l'Ukraine je ne peux pas passer à côté du Moyen-Orient. Et nous avons eu cette semaine des discussions avec les partenaires pour une solution à deux États. Pour moi, ce qui compte, c'est qu'aujourd'hui on doit être conscient qu'il n'y aura pas de vainqueur de cette guerre. Il n'y aura pas de vainqueur de cette guerre. Qu'est-ce qu'on est en train de provoquer ? Comment voulez-vous expliquer à un jeune Israélien que la Palestine est un pays ami alors que sa sœur ou son frère sont peut-être encore otages du Hamas. Comment voulez-vous expliquer à un jeune Palestinien que Israël est son pays voisin et son ami alors qu'il a enterré ses parents la veille ? Ça c'est la réalité du terrain. Qu'est-ce que nous sommes en train de provoquer ? Des générations de haine pour les vingt et trente prochaines années, où ils n'arriveront pas à se mettre autour d'une table,

où la haine est profonde, elle existe, et l'un va continuer à détester l'autre. Est-ce que nous sommes conscients de ça ? Alors j'ai écouté hier le Premier ministre israélien. Il a eu le chef du Hezbollah, alors ils ont... si demain on pouvait me dire : après la mort du chef du Hezbollah, il n'y aura plus de terrorisme. Mais c'est aussi croire que ces actes terroristes, ces organisations terroristes, ne sont pas comme des pieuvres. Si vous coupez un bras, il y a un autre bras qui va arriver. C'est une idéologie. Et le meilleur rempart contre le fanatisme, c'est d'avoir une espérance en tant que jeune. Et nous sommes en train de détruire les espérances. Nous sommes en train de créer, si nous ne trouvons pas de solution rapidement, une future génération d'adhérents du Hamas, du Hezbollah, des gens qui se détesteront dans une région qui est déjà très conflictuelle.

Nous avons 40.000 morts déjà à Gaza. Nous avons l'UNRWA, qui est une organisation qui vient de cette maison, je tiens à vous le rappeler, alors qu'Israël veut la mettre sur la liste d'organisations terroristes. Est-ce que nous allons tous accepter que notre propre agence qui travaille là-bas soit considérée comme une organisation terroriste ? Et pour ceux qui ne connaissent pas le travail de l'UNRWA, je vous conseille d'aller en Palestine et de voir ce que fait l'UNRWA sur le terrain. Sans UNRWA pas de soins, sans UNRWA pas d'éducation, sans UNRWA pas de nourriture. L'UNRWA fait tout dans ce pays. Actuellement même, il s'occupe des détritiques et des ordures pour que la Palestine ne déborde pas. Ils font tout là-bas. Allez voir sur place. Plus de 200 personnes de l'UNRWA ont déjà payé de leur vie le travail qu'ils font là-bas pour les Palestiniens. Alors si nous acceptons ici que l'UNRWA soit considérée comme une organisation criminelle, on ouvre la boîte de Pandore pour tout. Nous devons tout simplement voir qu'aujourd'hui, il n'y a pas d'alternative à l'UNRWA. Et ce n'est pas l'un ou l'autre qui va dire « je pourrai supplanter l'UNRWA, c'est moi qui vais m'occuper de la Palestine demain » qui arrivera à le faire. Donc je fais, vraiment, un vif appel à vous tous pour convaincre Israël que si c'est la volonté de mettre une propre agence de notre maison ici sur une liste terroriste, et qu'on ne réagisse pas, on est complice en fait d'accepter tout.

Je comprends qu'Israël a un droit à la défense, mais il y a des limites aussi. Et il est important d'être aussi équilibré. Ce qui m'énerve le plus dans ce dossier, c'est qu'on me dit « ou tu es pour Israël, et tu es contre la Palestine, ou tu es pour la Palestine et donc tu es contre Israël ». Mais on peut être pour la paix. On peut être pour les populations civiles sans devoir dire qu'on est pour l'un ou pour l'autre. On pense trop dans ce schéma qu'il y a l'un contre l'autre. Et aujourd'hui ce sont les populations civiles qui sont celles qui meurent.

On parle aussi de reconnaissance. Mon pays fait partie des quelques pays encore qui n'ont pas fait cette reconnaissance. Alors il y a trois ou quatre pays qui, il y a quelques semaines, quelques mois, ont décidé de le faire. C'est bien. Mais cette reconnaissance, c'est un cas unique. Je peux le faire qu'une fois. Et je n'ai pas envie de le faire juste pour acte symbolique. Je veux que ce soit quelque chose aussi qui a un impact. Donc aussi un message à vous tous, pour ceux qui ne l'ont pas encore fait : coordonnons-nous, échangeons-nous, regardons

comment est-ce qu'on pourra avoir un impact sur le terrain pour que ça fasse quelque chose. Pas juste que l'on dise : « c'est un soutien moral ». Et que ça soit quelque chose qui apporte aussi quelque chose aux gens qui habitent sur place. Et on aura besoin d'une solution à deux États, et on a besoin d'une solution à deux États et on doit savoir que la paix en Palestine sera la sécurité d'Israël, et que sans paix en Palestine, il n'y aura jamais de sécurité garantie en Israël. L'un ne va pas sans l'autre. Et j'examine, j'aimerais avoir cette coordination au niveau des pays. Et si ce n'est pas le cas, je suis en train d'analyser, par exemple, l'ouverture possible d'une représentation diplomatique que nous n'avons pas encore en tant que Grand-Duché de Luxembourg, en Israël et en Palestine, pour montrer la symbolique d'avoir deux États, deux États que l'on reconnaît.

Et quand je pense au vote qu'il y a eu encore ici il y a peu de temps, qui était celui « est-ce que vous êtes d'accord avec l'interprétation de la Cour internationale de Justice ? », je tiens à vous dire que nous avons demandé un avis. Et après de décider qu'on va respecter un avis ou pas, ce n'est pas selon ce que décide un juge qu'on dit qu'on est d'accord ou pas. Ou on demande à un juge et après on respecte une décision d'un organe international, ou alors ça ne sert à rien d'en avoir.

Quand je parle de situations difficiles : le Sahel, le Sahel encore, où, il y a quelques années, nous étions ici entre partenaires à discuter. Aujourd'hui des coups, l'instabilité qui existe en Afrique, des personnes qui se réfugient par peur d'être maltraitées aussi par des putschistes qui ont pris le pouvoir du jour au lendemain. Et pour moi, ce qui est important, je suis ministre des Affaires étrangères, mais je suis aussi ministre de la Coopération. Et nous avons parlé du Pacte pour l'Avenir, nous avons parlé de cet investissement, et nous avons aussi, je me rappelle en tant qu'ancien Premier ministre pendant dix ans, les *Sustainable Development Goals* qu'on s'est donnés, ces objectifs du développement durable que nous avons décidés de faire. Avec cette année, en plus, le soixante-quinzième anniversaire des Conventions de Genève. Et je vois cependant qu'on en parle, mais on oublie.

Alors en tant que nouveau ministre de la Coopération, j'ai donné des nouveaux critères. J'ai demandé, par exemple, aux pays avec lesquels je signe un accord, que je ne veux pas dicter, car trop longtemps l'Europe a pensé mieux savoir ce qui était bon pour l'Afrique que les Africains eux-mêmes. Les Africains doivent faire leur chemin. Mais il est important de les soutenir aussi. À travers la politique de coopération, on peut avoir les partenariats, on peut avoir des échanges, on peut avoir des collaborations qui existent. Et tout ce que j'ai demandé à ces pays, ce n'est pas de récupérer les minerais, ce n'est pas d'avoir un pouvoir politique, ce n'est pas d'avoir un retour économique. Et je ne leur ai pas demandé de changer des législations. Tout ce que je demande, c'est qu'on ne fasse pas de marche arrière. Qu'on ne retourne pas en arrière, c'est-à-dire que les droits qui existent pour les uns ou les autres soient respectés. Que ce soit le droit des femmes, quand je pense que dans un pays qui est membre ici, les femmes n'ont plus le droit d'être éduquées. Est-ce qu'on accepte et on se tait ? Non, je

ne me tairai pas. Est-ce qu'on accepte que certaines religions ne puissent plus être pratiquées dans certains pays, où on dit « non, vous n'avez pas le droit de la faire » ? Non, je ne me tairai pas. Et quand je demande que les droits des minorités, qu'elles soient aussi sexuelles, soient tout simplement respectés, s'ils existent aujourd'hui, sans qu'on fasse de marche arrière. Je ne me tairai pas si ce n'est pas le cas.

Et j'ai eu, Monsieur le Président, cette semaine une réunion avec un chef d'État africain, avec lequel je voulais travailler. Et je lui ai parlé de ces trois conditions, de cette volonté de vouloir respecter. Et ce chef d'État m'a répondu, concernant les minorités sexuelles, que si sa population trouvait que l'homosexualité était un crime, il allait le criminaliser. Monsieur le Président, être chef d'État, ce n'est pas faire toujours ce que la majorité veut, mais c'est aussi défendre les minorités dans un pays. On ne peut pas toujours suivre ce que veulent certains, contre d'autres. Dans un pays, la diversité en fait la richesse. Et de me dire que lui-même, demain, s'il doit criminaliser ou retirer les droits qui existent aujourd'hui et donc aller plus loin, ne me permet pas d'avoir un dialogue serein et de me dire que ce pays va dans une bonne direction. Et je le regrette. Je le regrette. Et je n'imposerai à personne de changer sa loi sur l'avortement, d'ouvrir des synagogues, des mosquées ou des églises à chaque coin de rue. De faire le mariage pour tous, de donner des droits aujourd'hui qui n'existent pas. Mais ne faites pas marche arrière. Ce sont des combats que nous avons connus nous-mêmes ici en Europe et dans le monde. Ne faites pas l'erreur de retourner à une époque qui n'est pas celle qui est bonne pour vous.

Et quand on parle du Pacte pour l'Avenir, nous avons aussi l'ODD16, qui est celui de l'État de droit et de la justice. Nous avons aussi eu une réunion à notre Ambassade, et je tiens à remercier aussi tous nos collaborateurs d'avoir organisé ça, pour discuter un peu du respect de l'État de droit. Et je ne donnerai pas de leçon à qui que ce soit, car même nous, au niveau de l'Union européenne, nous avons certains pays qui le voient avec une certaine flexibilité qui n'est quand même pas vraiment ce que je trouve relever de l'acceptable. Et nous avons même des recours contre certains pays au sein même de notre Union européenne. Mais nous devons garder cette épine dorsale quand même de l'État de droit, de la justice, des droits de la femme.

Quand je parle des droits de la femme. Dans mon pays, au Grand-Duché de Luxembourg, on a discuté : « Est-ce qu'on ne devrait pas donner une prime ? Est-ce qu'on ne devrait pas donner d'argent supplémentaire aux partis politiques qui engagent plus de femmes sur les listes électorales ? ». Mais pourquoi donner une prime pour faire quelque chose qui est normal ? Nous avons décidé tout simplement que celui qui ne le fait pas aura moins d'argent, mais pourquoi dans la tête donner quelque chose en plus parce qu'on fait quelque chose de normal ? Non ! On peut avancer de manière logique au lieu de vouloir donner une prime si on fait quelque chose qui est tout simplement ce qui devrait être, à nos yeux, normal.

Quand je parle aussi d'environnement, quand je regarde les objectifs, on parle de l'environnement, le sujet est un peu passé à la trappe ces derniers temps. À l'époque, nous avions des manifestations, nous avions les « Fridays for Future », tout ça, donc on était tous un peu conscients de l'environnement. Et après de nouveau, l'économie a repris le devant sur l'environnement. N'oublions pas que certains d'entre nous risquent de disparaître. Le Luxembourg ne disparaîtra pas demain, parce que j'ai la Belgique, l'Allemagne et la France, vous savez, qui sont autour de moi. Donc il n'y a pas de risque. Mais certaines petites îles ici risquent de disparaître de notre globe d'ici peu de temps. Est-ce que nous sommes conscients que si nous n'agissons pas, même si ce n'est pas populaire, nous laisserons un héritage aux générations futures où on ne sera pas fier. Alors nous avons la COP qui va se retrouver à Bakou bientôt. Et un appel aux amis azéris : la COP sera un moment, je pense, très important pour nous tous, mais aussi pour vous. Et nous avons aujourd'hui un conflit entre vous et l'Arménie qui peut, et je l'espère, être résolu avant cette COP à Bakou. Faites-le, engagez-vous pour la paix, chers amis d'Azerbaïdjan, montrez qu'on puisse être fier de venir à Bakou. Qu'on se réjouisse de travailler ensemble, d'avoir des résultats où tout le monde sera content d'aller sans avoir en tête, se poser la question : est-ce que nous avons un risque que demain il puisse y avoir un conflit entre l'Azerbaïdjan et l'Arménie ? Faites-le, c'est tout ce que je peux encore vous recommander.

Concernant ce chien qui aboie et qui ne mord pas. Oui, nous avons au niveau européen des règles, et ici aussi au niveau de l'ONU, des règles qui datent de la Deuxième Guerre mondiale. C'est un reliquat de la Deuxième Guerre mondiale. Nous avons un reliquat de la Deuxième Guerre mondiale avec les cinq permanents, l'Afrique pas représentée. Aujourd'hui, se demander, en 2024, comment est-ce qu'on peut avoir un Conseil de sécurité qui parle du monde sans avoir carrément un continent, comme l'africain, représenté. Première chose. Alors on nous pousse maintenant en nous disant que ce serait bien qu'on rajoute tel pays, tel pays, tel pays, tel pays, en tant que membre permanent. Je ne m'y oppose pas. Mais ce n'est pas en élargissant le cercle des privilégiés qu'on sera plus efficace. Si on veut vraiment être plus efficace, on doit se poser la question : est-ce qu'il est normal qu'un membre permanent puisse, à travers un veto, bloquer un processus ? Non ! Je pense qu'on doit s'imaginer, pourquoi pas, se dire qu'une réforme du Conseil de sécurité serait celle que si un pays fait un veto, une majorité des deux tiers pourrait voter dans l'autre direction que celui qui a émis le veto, et que dans ce cas-là, il y aurait un vote en assemblée plénière, ici en Assemblée générale, et si aussi deux tiers votent dans l'autre direction que celui qui a émis le veto, que, dans ce cas-là, ce veto ne soit pas effectif. Si on veut avancer, se sera le seul moyen. Et se dire qu'on va avoir plus de membres au Conseil de sécurité permettra d'être plus efficace, se sera juste encore élargir plus le problème parce qu'on aura encore plus de gens avec cette possibilité de droit de veto.

Donc, j'en conclurai là, Monsieur le Président, pour dire que, être un membre permanent de cette maison n'est pas un privilège. C'est une responsabilité. Et si on regarde l'époque, ça a

été fait par des pays qui étaient là pour garantir la paix. C'étaient les grands pays. C'étaient les grands pays qui étaient là parce que c'étaient des garants de paix. Alors qu'aujourd'hui, certains d'entre eux sont plus des « troublemakers » et empêchent de trouver des accords de paix qui sont pourtant dans l'intérêt de tous.

Mon rêve, Monsieur le Président, c'est, un jour de pouvoir m'adresser ici devant vous en étant convaincu qu'on puisse dire que dans ce monde, et je l'ai déjà dit il y a trois ou quatre ans dans mon discours, que dans ce monde, nonobstant l'endroit où je nais, la couleur que j'ai, la religion que j'ai, le sexe que j'ai, l'orientation sexuelle que j'ai, le portefeuille de mes parents, j'ai les mêmes chances, les mêmes droits, mais aussi les mêmes devoirs. Dans ce cas-là, je serai fier de faire partie d'une communauté internationale.

Je vous remercie.